

Work and Authority in Industry, par Reinhard Bendix. Un vol., 6 po. x 9, relié, XXV et 466 pages. — John Wiley & Sons, Inc., 440 Fourth Avenue, New York 16, N.Y. (\$7.50)

Jacques Villeneuve

Volume 32, numéro 3, octobre–décembre 1956

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1000193ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1000193ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Villeneuve, J. (1956). Compte rendu de [*Work and Authority in Industry*, par Reinhard Bendix. Un vol., 6 po. x 9, relié, XXV et 466 pages. — John Wiley & Sons, Inc., 440 Fourth Avenue, New York 16, N.Y. (\$7.50)]. *L'Actualité économique*, 32(3), 537–539. <https://doi.org/10.7202/1000193ar>

Les économistes contemporains, par JEAN WEILLER, (tiré à part de la revue *Critique*, no 106). ÉDITIONS DE MINUIT, 7, rue Bernard-Palissy, Paris (VI^e), 1956.

Dans ce tiré à part du numéro de mars 1956 de la revue *Critique*, M. Jean Weiller établit la position de la pensée économique contemporaine devant la pensée marxiste en analysant un ouvrage de chacun des économistes suivants : Jean Marchal, André Piettre et Daniel Villey. Ce qu'il y a d'imprévu dans la reprise des discussions sur le marxisme, c'est la montée d'une constellation de nouvelles interprétations. Cependant, pour les économistes contemporains, l'influence de la pensée de Marx semble s'être exercée « comme de biais ou indirectement, en fonction de son attirance persistante sur d'autres plans . . . »

Camille Martin

Work and Authority in Industry, par REINHARD BENDIX. Un vol., 6 po. × 9, relié, XXV et 466 pages. — JOHN WILEY & SONS, INC., 440 Fourth Avenue, New York 16, N.Y. (\$7.50)

Le titre même du volume est quelque peu trompeur puisque l'auteur ne se limite point à étudier le problème des relations industrielles en Angleterre, en Russie et aux États-Unis — quelque peu aussi dans l'Allemagne de l'Est — mais décrit également le progrès des activités économiques et sociologiques de chacun de ces pays. Pourquoi l'auteur a-t-il voulu utiliser cette méthode, c'est-à-dire pourquoi a-t-il étudié le problème social de ces pays à la fois sous l'angle économique, sociologique et syndical? Parce que, semble-t-il, il ne pouvait s'y prendre autrement — l'économie politique, la sociologie et les relations industrielles étant trois sciences intimement liées entre elles — pour expliquer la philosophie ou l'idéologie « patronale-ouvrière » de ces nations respectives.

Tout au long de son volume, l'auteur poursuit un but bien précis : montrer au lecteur les diverses philosophies de la direction des entreprises qui ont intrinsèquement pour objectif d'attirer la coopération des travailleurs à l'œuvre de production. Ces philosophies justifient-elles l'autorité, « les droits sacrés », que possèdent les employeurs sur leurs subordonnés? Comment les travailleurs réagissent-ils à ces attitudes, philosophies ou idéologies de la direction? Voilà deux questions auxquelles Bendix essaie également de répondre.

Dans son chapitre sur l'Angleterre, l'auteur montre comment au cours des années 1750 à 1800, les employeurs usaient de cruauté à l'égard de leurs employés. Les industriels anglais étaient alors, dit-il, les seuls représentants de l'aristocratie anglaise et jouissaient d'un pouvoir dictatorial sur la masse. « On relate que dans une certaine manufacture, on verrouillait les portes durant les heures de travail; il était aussi défendu de boire de l'eau, et l'on imposait même des amendes à quiconque laissait une fenêtre ouverte, ou était sale ou encore se lavait, etc. » En 1834, les « Poor Laws » vinrent de nouveau réaffirmer la condition malheureuse de la classe ouvrière. Une ère d'espérance pour la classe laborieuse débuta lorsque Robert Owen entreprit de faire comprendre à l'aristocratie anglaise que de bonnes relations humaines pouvaient contribuer à une augmentation de productivité. Ses théories ou conceptions du travail n'empêchèrent pas les industriels

anglais de continuer à considérer la pauvreté comme le résultat de l'indolence et de l'insubordination. C'est dans ce contexte moral et intellectuel — le pauvre doit être l'esclave du riche — que continuèrent de se développer, jusqu'en 1850, les relations industrielles en Angleterre. Il a fallu l'arrivée des *trade-unions* pour changer cette fausse conception des relations humaines au sein de l'industrie et réellement donner au travailleur un statut enviable au sein de la communauté.

Le chapitre sur la Russie décrit l'influence des théories de Karl Marx, de Staline et de Lénine sur les relations entre employeurs et employés. C'est, en fait, toute l'histoire du parti et de la philosophie communistes, que l'on voit défiler. Le gérant de l'usine soviétique est essentiellement soumis aux divers «secrétariats» d'État qui sont loin de lui rendre la vie facile. Ce même gérant représente l'autorité finale dans l'entreprise: c'est lui qui détermine les droits, obligations et responsabilités des travailleurs. La révolution de 1905, qui signifiâ la défaite de l'autocratie tzariste, diminua sensiblement l'autorité du gérant. En fait, par la suite, on reconnut aux unions le droit de parler tout haut et même de coopérer étroitement avec les «secrétariats»! On leur demanda même de promouvoir la discipline au sein des entreprises industrielles. Bendix souligne que les conditions de travail ne sont pas établies par la convention collective, mais uniquement par les «secrétariats». «Les taux de salaire, depuis 1950, sont déterminés par l'État et les questions d'ancienneté, de sexe et d'âge sont mises de côté pour le plus grand bien de l'œuvre de production.»

Lorsqu'il aborde le problème des relations industrielles aux États-Unis, Bendix semble perdre un peu de son impartialité, puisqu'il peint surtout un tableau magnifique des relations ouvrières-patronales. C'est à très peu d'endroits, dira-t-il par exemple, que ces relations n'ont pas été harmonieuses, particulièrement jusqu'à 1900. Bendix est d'avis que les recherches de Frederic-W. Taylor ont beaucoup fait pour améliorer le climat syndical aux États-Unis. Personne n'ignore que cette affirmation est vraie jusqu'à un certain point, mais que par contre le *scientific management* de Taylor est encore à la base même des discussions et des incidents entre employeurs et unions ouvrières sur les problèmes du travail à la pièce. La contribution d'Elton Mayo a certes été la plus efficace, puisque les résultats de ses recherches ont en quelque sorte contribué à donner aux travailleurs une place prépondérante au sein de l'industrie. Dans l'opinion de Bendix, de nos jours les relations industrielles aux États-Unis s'améliorent sans cesse, non pas surtout parce que les programmes ou plans de bien-être accordent une plus grande protection aux employés, mais spécialement parce que la direction a finalement compris l'importance des communications. «Les nombreuses mesures de bien-être n'ont pas réussi à créer l'esprit de loyauté, d'équipe et de coopération, nécessaire à l'obtention d'une productivité maximum, d'un coût maximum et d'une plus grande efficacité. Mais il semble bien que les techniques de 'communication intensive' ont réussi là où les mesures de bien-être avaient failli.» Sur ce point, je crois que la plupart des spécialistes en relations industrielles seront d'accord avec Bendix.

Work and Authority in Industry est un volume qui, d'un simple point de vue culturel, peut être un instrument précieux entre les mains d'un économiste, d'un sociologue ou d'un spécialiste en relations industrielles.

Jacques Villeneuve

Seventh Annual Report on Exchange Restrictions, 1956.
Un vol., 6 po. × 9¼, broché, 371 pages. — INTERNATIONAL
MONETARY FUND, Washington D.C., 1956.

Ce septième rapport, comme les précédents, se compose d'un très bref aperçu général des tendances qui se sont manifestées au cours de l'année dans le domaine des restrictions sur les changes à travers le monde, ainsi que d'une description qui forme le corps principal du rapport, des principaux caractères propres du système de change de chaque pays membre du Fonds monétaire international, des pays membres qui n'ont pas cru devoir se prévaloir des accords de transition et d'un certain nombre de pays non-membres.

Il ressort de cette analyse de la situation que pour la troisième année consécutive il y a progrès vers la libération des restrictions, conformément au désir que manifestent d'une façon non équivoque tous les pays. Camille Martin

Introduction à l'analyse macro-économique, première partie: «Les origines», par JEAN-CLAUDE ANTOINE. Un vol., 5½ po. × 9, broché, 291 pages. — LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, boulevard Saint-Germain, Paris VI, 1953. (1,000 francs).

Dans sa préface, M. Antoine révèle que c'est à la lecture de la *Théorie générale* qu'il a eu l'idée de retracer le développement de l'analyse macro-économique. Cette influence initiale se fait sentir à travers tout ce premier tome de son œuvre qui se termine lui-même d'ailleurs par un résumé de la *Théorie générale*. Bien plus, la troisième partie de cette «Introduction à l'analyse macro-économique» présente l'histoire du développement de cette discipline comme une sorte de cheminement progressif vers la révolution keynésienne.

Qu'il y ait une part de vérité dans cette présentation, nul ne le niera. Il n'est pas impossible en effet d'axer sur la *Théorie générale* le développement de la pensée macro-économique déductive. Mais il n'en reste pas moins que l'école issue de Mitchell et qui se trouve surtout représentée par le National Bureau de New-York a elle aussi et depuis longtemps donné des travaux fort importants en économie globale. On peut sans doute alors sauter de Fisher à Keynes, du «grand-père» au «petit-fils» spirituel, pour suivre une lignée, mais en se rendant compte cependant qu'on néglige ainsi une des deux branches maîtresses de l'arbre généalogique. M. Antoine fait un tel choix mais il n'en avertit pas le lecteur: l'analyse macro-économique «positive» a alors droit à un court chapitre, qui constitue comme une sorte d'intermède dans la suite des auteurs monétaires pré-keynésiens.

En second lieu, l'auteur ne s'est pas suffisamment libéré des ouvrages classiques d'histoire des théories et des doctrines économiques. Pour retracer le développe-